

Géolocalisation des terrorismes en corrélation avec les ressources minérales en Afrique : Réflexion théorique sur coïncidences, récurrences et persistances

Pr Paul BATIBONAK

CRÉDIS et S&D

Pr Sariette BATIBONAK

Université de Yaoundé I, ICT-U, S&D et CRÉDIS

Résumé

Les ressources minérales demeurent un enjeu de développement dans le monde (Calas, 2015). L'Afrique depuis la colonisation a toujours été l'objet de nombreuses conquêtes, compte tenu de ses richesses naturelles, en particulier énergétiques. « Les relations entre guerres et ressources naturelles ont conduit à une écologie politique de la guerre analysant les guerres de ressources, environnementales, de pillage ou de sécession liées aux ressources naturelles » (Hugon, 2009 : 63). Les enjeux géoéconomiques et géopolitiques furent à l'origine de nombreux conflits militaires entre les pays occidentaux et justifiaient la conquête coloniale avec en bout de ligne l'asservissement politique des pays et territoires indépendants. Les « terrorismes », phénomènes très récurrents et insidieusement persistants voire percutants menacent paix et sécurité des pays en quête de solution durable face à leur instabilité. Présents de manière diversiforme, des exactions violentes revêtent des modalités novatrices depuis l'attentat des deux tours jumelles au point de trouver des points de fixation à côté des sites précieux. De toute observation, les indépendances en Afrique n'ont pas pu détacher les pays de leurs anciens colonisateurs, conservant ainsi leur proximité, leur domination et leur hégémonie à travers des conventions internationales, des accords bilatéraux, dans le but de perpétuer leur exploitation. Comment comprendre cette fonctionnarisation et cette priorisation de la proximité géohistorique ? Cet article s'inscrit dans le sillage des enjeux sous-jacents dissimulés sous le couvert des guerres pour les ressources naturelles stratégiques contemporaines. Cette esquisse exemplifie, sur fond théorique, les coïncidences entre la persistance depuis des décennies des conflits dans des aires géographiques minériement riches, notamment en Afrique. Des origines des terrorismes contemporains aux aspérités exposées par ce phénomène, à travers leur présence, le but reste celui de s'accaparer des ressources énergétiques stratégiques, sous le couvert de la lutte légitime contre le terrorisme.

Mots-clés : Terrorisme géolocalisé, ressources stratégiques, richesses minérales, pétrole, Afrique.

Introduction

Après les supplices de l'esclavage et de la colonisation, les africains indépendantistes ont espéré un temps de grâce au cours de la période des années 1960. Comme dans une évasion massive, chaque gouvernement atteignait l'autonomie interne dans la gestion de son territoire et de ses ressources. Cet acte traduisait l'expression d'une souveraineté endogène et la possibilité de s'exprimer dans les grandes conférences au nom de son pays. Ce rêve d'une réelle liberté, indépendance complète voulue par la Charte de l'Atlantique dès 1941, va s'estomper lorsque les dirigeants, héritiers du colonialisme, auront en esprit le plein exercice de leur souveraineté sans la boussole occidentale. Cette lueur de prise de conscience a engendré l'ère des coups d'État et des putschs en Afrique.

Une rétrospective phénoménographique montre que des déstabilisations étatiques perdurent jusqu'à nos jours. L'Afrique s'érige alors en théâtre d'affrontements fratricides et homicides sous l'arbitrage des anciennes métropoles. Ce continent fait la course en tête, en enregistrant le plus grand nombre de guerres à l'ère contemporaine, dont nombre d'entre eux sont d'une rare rare cruauté. Désormais, l'histoire s'écrit pourtant par des acteurs africains sans aucune autre main étrangère. Dans son ouvrage intitulé *Les guerres d'Afrique, des origines à nos jours*, Lugan (2013) comptabilisait 70% des décisions onusiennes et 45% des séances du Conseil de Sécurité des Nations unies sont consacrées principalement aux conflits en Afrique. Le continent est donc au centre de toutes les attentions mais aussi au centre de tous les revirements de situation. Les interrogations face à ces carnages fuseront de toute manière. Pour un peuple ayant longtemps lutté pour sa libéralisation, les batailles intestines et fratricides tendant à faire oublier l'essentiel, son avenir, étonnent plus d'un. Le surprenant constat est le lieu de cette explosion de conflits. Non seulement les richesses dont regorge le continent ne servent pas proportionnellement à son développement, mais bien pis, elles génèrent des conflits (Bassou, 2017). Pour la plupart de ces heurts, ce sont des zones à fort potentiels énergétiques à l'instar de la région des grands lacs. Ntuda Ebodé (2010) notait l'appétit qu'entretiennent les pays occidentaux à préserver leurs intérêts dans la région, à travers la forte densité des stratagèmes « militaires dans son pourtour ». La vigilance épistémologique impose de comprendre pourquoi ces conflits armés et cette terreur naissent et/ou émergent proches des sites

des ressources dont regorgent le pays ou la région concernée. Comment expliquer la récurrence des conflits armés aux alentours des zones riches en ressources minérales stratégiques ?

Cet article de réflexion mobilise l'observation diversiforme, l'analyse documentaire et l'interprétation stratégique des données pour aboutir à des conclusions et recommandations concrètes en vue de sortir de ces pages sombres de l'histoire continentale. L'objectif visé dans ce travail est de montrer que les ressources africaines suscitent des actes de terrorisme. La géolocalisation des actes terroristes côtoie les nappes profondes à riches potentiels énergétiques. Pour exposer cette thématique, il importe de comprendre quelle esquisse apposer sur des « terrorismes » africains. Il reviendra ensuite d'aborder tour à tour, les postures terroristes et autres actes de sabotage et de déstabilisation post-indépendances, ainsi que les premiers « terrorismes » en Afrique après le 11 septembre 2001. En définitive, la guerre énergétique inspirera en substance, les éléments conclusifs ainsi que les recommandations.

I - Origine et aspérités des « terrorismes » en Afrique

Le terrorisme a définitivement pris une orientation et des formes modernes qui ne lui étaient pas attribuées au 20^{ème} siècle. Selon Ntuda Ebode (2010), le terrorisme reste un modèle de communication dont les supports demeurent la force et la violence. En d'autres termes, les auteurs visibles de ces actes agressifs oeuvrent à imposer leur vision de la société, leur(s) avis, leur politique et même leurs revendications, en perpétrant des attentats et des crimes de toute espèce espérant contraindre les autorités en place à les écouter. Avant les attentats du 11 septembre 2001, le terme était mal connu de toutes les classes politiques. Cependant, les coups d'État et autres formes d'expression de radicalisme ont parfois fait le quotidien des gouvernements africains. L'attentat des deux tours jumelles aux États-Unis d'Amérique a servi d'exercice pratique à la société pour une connaissance approfondie des manœuvres terroristes. Plus de confusion entre une simple crise intercommunautaire et une invasion de cette nature. Parler du terrorisme en Afrique a semblé avoir des connotations particulières surtout au moment où l'émancipation des mentalités constitue plus que jamais une toile de fond perceptible au sein de la classe intellectuelle et politique.

Dans ses travaux, Ntuda Ebode peint un tableau assez lugubre de la situation géopolitique des États africains avant 2010. Pour la plupart des pays arrosés par une côte maritime, ils ont été le théâtre de plusieurs invasions de pirates. Au passage, ces derniers emportaient d'importantes cargaisons de ressources tout en commettant des scènes dont la cruauté n'est plus à démontrer. Les terroristes partent d'un territoire, franchissant la frontière

pour induire le désordre dans un autre univers national. Le cas du Nigeria avec en prime les terroristes Boko Haram est le plus indiqué. Pour tenter de barrer la route à cette nébuleuse, les Chefs des États du Golfe de Guinée et plus précisément les pays du Bassin du Lac Tchad, ont mis en place une force mixte multinationale permettant de combattre cette secte. Au fil des ans, les fruits issus de cette collaboration inter-régionales sont observables mais pas nécessairement ceux escomptés (Lugan, 2013). Les stratégies mises en place ne permettent pas à cette force multilatérale de combattre efficacement. L'asymétrie fait partie des paramètres à prendre en compte. En d'autres termes, l'ennemi réussit à s'infiltrer pour commettre les attentats. Des espaces stratégiques sont visés tels que les puits de pétrole, les lieux de grande fréquentation ou encore les infrastructures publiques.

Les questions d'interventionnisme et des instabilités notamment au Tchad, au Mali et en Guinée en 2021 reflètent les réalités des subtiles intrusions étrangères. L'ingérence américaine au Sahel pourrait-elle repousser le djihadisme du territoire malien ? Certainement, comparaison ne sera pas raison pour ce cas (Hugon, 2009). Il y a toutefois lieu de se projeter afin de chercher les motivations latentes de ces interventions qui ne parviennent pas à stopper le terrorisme, phénomène dont les Nations unies sont saisies depuis les résolutions 1269 du 19 Octobre 1999, 1368 du 12 Septembre 2001 et 1373 du 28 Septembre 2001. Au contraire, les grandes puissances laissent l'impression d'être des adjouvants pour soutenir et maintenir les incursions sur le terrain. « Ceux qui ont tenté d'asservir le Mali, ceux qui s'en prennent périodiquement à notre territoire national, ceux qui probablement ont influencé certaines factions en Centrafrique et ceux qui ont créé le chaos en Somalie poursuivent les mêmes objectifs : établir leur pouvoir sur la bande sahélienne de l'Atlantique à l'océan Indien et y installer leur régime obscurantiste impitoyable... À menace globale, riposte globale », disait Paul Biya lors de son discours en réponse aux vœux du Corps diplomatique à Yaoundé, le 8 Janvier 2015. Cet appel à la solidarité internationale inciterait à affronter le djihadisme, Boko Haram ou des shebabs par des voies efficaces en vue des résultats durables. À cet égard, les pays du Nord en ont profité pour s'immiscer sous le label de « gendarmes du monde ». Et s'il s'avérait qu'ils étaient à la base de ces menaces ? Qui d'autre qu'eux pourrait être aussi présent presque partout ? Cette démarche aux intérêts masqués obstrue les voies de la paix dans les territoires impliqués en guerre.

À coup sûr, des pays tels que la France ou les États-Unis d'Amérique disposent des moyens logistiques pour neutraliser les révolutionnaires qui emploient le terrorisme comme moyen. Leur « incapacité » à renverser la vapeur impose cependant à questionner l'anguille

sous roche (Moda Dieng et al., 2019). De plus, les terrains des manifestations/expressions terroristes ne sont pas anodins. Antil et Leboeuf (2007) s'interrogent sur les formes d'intervention possibles des Nords dans les Suds. Ces acteurs naviguent sur la logique d'un État fragile nécessitant du secours. Par des motifs d'infériorité, certains Africainssurfent sur la notion de vulnérabilité pour lancer des appels à l'aide internationale et s'enliser dans des cercles d'endettement, rendant ainsi nécessaires et légitimes les interventions extérieures.

À n'en point douter, les ressources énergétiques constituent un mobile important pour maintenir ce continent dans une phase de déstabilisation ou du moins pour justifier une présence militaire extérieure au continent. L'ambiance des canons favorise la pénétration des forces exogènes dans les lieux de fortes concentrations des richesses. Qu'il s'agisse du Cameroun, de la RCA, de la RDC, du Mali, du Nigéria, du Tchad et de bien d'autres, il n'est plus surprenant qu'ils représentent des cibles potentielles des opérations de barbarie eu égard à la vision énergétique des États Unis à l'entrée du troisième millénaire (Cheney et al., 2001). La zone maritime du golfe de Guinée, zone pétrolière de grande importance, suscite des attractions de toutes les économies du globe, en particulier les États Unis dont la stratégie énergétique américaine soumise en mai 2001, l'équipe dirigée par Dick Cheney dont les recommandations appelaient le Gouvernement américain à augmenter ses importations pétrolières du Golfe de Guinée (15% en 2001) à 25% entre 2015 et 2021(Ibid.). Cette région représente 50% de la production pétrolière du continent et les 10% sur l'échiquier mondial. En dehors du pétrole, l'espace de cet or noir dispose des forêts fortement riches qui contribuent au redressement du PIB de certains pays comme le Congo ou la RDC.« Un État détenteur de ressources en hydrocarbures a neuf fois plus de risques d'être le théâtre de conflits armés qu'un État non pourvu. Les ressources naturelles peuvent fournir les moyens de financer les rébellions motivées par d'autres intérêts que les ressources elles-mêmes » (Hugon, 2009 : 63).

Paradoxalement, et comme par coïncidence, cette aire géographique subit des atrocités du grand banditisme et du terrorisme international. Le Cameroun et le Nigéria sont les principaux points d'intérêt des organisations propageant l'idéologie du terrorisme à travers la branche Boko Haram. Cette concentration n'exclut pas que son avancée et son expansion sur d'autres territoires arrosés par l'océan. Malgré la création d'une commission inter-régionale, les aspects sécuritaires continuent à échapper au contrôle des autorités locales. Même le riche potentiel forestier, terrestre et énergétique ne sert pas à la transformation du milieu. À cause des menaces de toutes natures provenant des groupes militarisés et rebelles, la zone est

caractérisée par une pauvreté accrue (Bassou, 2017). Il se dégage ainsi une situation préoccupante.

Pourtant, les regroupements des États en communautés sous régionales ont auguré beaucoup d'espoir. Selon la vision de ces projets collectifs, il était question de favoriser l'intégration du territoire partagé par les États-membres. Qu'il s'agisse de la Communauté Économique de l'Afrique Centrale ou de l'Afrique Australe ou de l'Ouest, ces organisations n'empêchent pas la pénétration occidentale en rapport aux pillages des ressources (Antil et Leboeuf, 2007 ; Lugan, 2013). Dans la zone du golfe de Guinée, les pirates et Boko Haram y circulent alors que les USA ont installé des bases militaires (AFRICOM). À analyser de près, ces bases ne protègent pas les populations contre l'invasion étrangère encore moins contre l'exploitation illégale des mines. Il s'agit des moyens d'exploitation rapide des ressources. L'Afrique se trouve ainsi dupée dans une scène dominée par des acteurs supranationaux et hors continentaux.

Sous le prétexte de la protection, l'Afrique subit le plus grand pillage de ces ressources parfois au mépris de la législation internationale (Moda Dieng et al., 2019). Il a été attesté que les coopérations militaires des lendemains des indépendances constituent le bras séculier du colonisateur pour une main mise subtile sur les richesses africaines (Bassou, 2014). Dans ce contexte, toute opposition conduit inexorablement à une démarche exogène de renversement du régime sur fond d'incitation endogène. Tous les moyens sont bons au regard de leur efficacité : coup d'États militaires, terrorismes, racisme, pirateries maritimes, gangs armés, coupeurs de route, semeurs de terreur, bandits de grand chemin, guerres fratricides, ethnocides, génocides, revendications sécessionnistes, etc. (Borrel et al., 2021). En somme, toutes ces manœuvres s'érigent en voies de consolidation des acquis des perturbations sur le terrain de la conquête des intérêts géostratégiques.

L'Afrique restera-t-elle dupe pour toujours ? Les mouvements de revendication au Nigéria, région du Biafra ou le sécessionnisme au Cameroun sur fond de « crise anglophone » charrient des envies de fragmentation pour s'implanter et étendre les tentacules sur les ressources disponibles (Ogunsola, 1976 ; Pison, 1989 ; Lafargue, 2005 ; Ndam Njoya, 2018). Sur la base de la stratégie du « diviser pour mieux régner », se dégage la modalité « diviser pour mieux piller ». De façade, ces mouvements s'exercent à montrer leur volonté d'apporter un changement sans pour autant montrer les alliances qui s'y cachent avec les forces occidentales et étrangères. La guerre au Nord-Ouest et Sud-Ouest (Cameroun), serait cette pseudo-guerre fratricide, suivant les résultats des tueries sur le terrain. Au bout du compte, ce conflit du pétrole

au profit des « grands » est exhibé comme une rixe de libération ; pas du peuple, mais du potentiel minier et énergétique existant. Il existe une double perte : perte des ressources humaines, et perte de ce qui pourrait constituer un atout, les richesses du sol et du sous-sol.

II - Actes terroristes de déstabilisation post-indépendances pour le contrôle des ressources

Bien que le concept de terrorisme n'ait pas été accolé aux assassinats des personnages tels que Ruben Um Nyobé et Patrice Lumumba, relevant plutôt de la francAfrique et des systèmes apparentés (Borrel et al., 2021), les mobiles de ces actes ne constituent plus des secrets. Leurs postures nationalistes étaient gênantes pour les éventuels exploitants des potentiels de leurs pays. L'année 1960 reste inscrite dans les repères historiques de l'Afrique comme étant l'aboutissement d'une vaste période de décolonisation entreprise par l'élite du continent. Pour la majorité, l'autonomie interne véritable était offerte et par conséquent, il fallait en jouir et assoir des nouvelles politiques (Batibonak et Batibonak, 2019). Dans une intervention purement biographique, Maurice Robert, homme politique français, ancien ambassadeur (1954-1981), revient sur son implication dans l'implémentation de la politique africaine au lendemain des indépendances. En Guinée, Ahmed Sekou Touré embrasse le pouvoir en émettant des réformes considérables pour complètement rompre avec la politique africaine de la France essentiellement fondée sur l'exploitation et le pillage (Antil et Leboeuf, 2007 ; Bassou, 2014). Une opposition farouche lui était venue de la France qui n'a pas manqué de mobiliser des opposants guinéens pour tenter de renverser le pouvoir de Sekou Touré, non sans tenant d'étouffer l'économie en infiltrant une fausse monnaie.

S'opposer à la politique française depuis cette époque était devenu une porte ouverte pour toute espèce de sabotage, de résistance et de rébellion. De nombreux coups d'État vont être perpétrés contre les Chefs en place rétifs. À qui profitent ces mouvements d'insurrections ? Le terrorisme sous ses formes modernes n'était pas encore manifeste. Toutefois, la cruauté qui l'accompagne était de mise. Les nationalistes se verront expulser. Pour d'autres, ils bénéficieront du droit d'exil sans autre forme de procédure (Cilliers, 2004 ; Schraeder et Crouzel, 2005 ; Cormier-Salem et Tarik Dahou, 2009 ; Batibonak, 2019). Les forces extérieures entrées en action pour des médiations de paix, se créeront des ramifications. Curieusement, ces espaces d'affrontements se localisent prioritairement des zones à fortes ressources énergétiques et gazières.

Les travaux de Bayart et al. (2010) tentent d'apporter un démenti sur les propos des anti africains comme Hegel ou, plus près de nous, l'ancien Président français Sarkozy. Selon ces derniers, l'Afrique n'est pas suffisamment entrée dans l'histoire, et reste « un continent de l'immobilité ». En d'autres termes, elle n'a rien à prouver aux yeux du monde en dehors de ses vestiges traditionnels. C'est en partie l'une des raisons pour lesquelles des affrontements ont souvent été organisés pour faire de l'Afrique une chasse gardée de certains anciens « patrons » (Batibonak, 2019 ; Trémolières et al., 2020). À chaque affrontement organisé, financé par méthodes voilées, se dévoilent des résistances difficiles à contrer. En l'occurrence, il paraît difficile de comprendre les raisons de la persistance, depuis 2002, de la nébuleuse Boko Haram comme force terroriste sur le terrain. Près de vingt ans après, ni les forces nationales, ni les forces inter-régionales voire internationales (ONU), ne parviennent à l'anéantir alors que sa nocivité est avérée pour plusieurs pays (Cameroun, Nigéria, Niger, Tchad). Le 1^{er} Avril 2015, les pays développés n'ont pu accepter une condamnation de Boko haram dans la clarté au cours de la 23^{ème} session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme à Genève sur les exactions, attentats terroristes, abus et violations des droits de l'homme commis par ce groupe. De nombreuses guerres intertribales, la guerre du Biafra, ne seraient rien d'autres qu'une incitation et/ou une invention occidentale pour maintenir des tentacules hégémoniques sur le sol africain (Calas, 2011 ; Lassarre et al., 2016). En d'autres termes, la géopolitique africaine se dessine dans des cadres flous. Les agendas cachés des structures telles que la Françafrique, le Commonwealth, ACP-UE méritent d'être scrutés précisément à l'heure de l'implémentation de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Le réveil de ce continent représenterait le point de départ de la multiplication des conflits observés de part et d'autre. Cette expression de la violence a eu pour élément déclencheur le soupçon de perte des privilèges des puissances étrangères en Afrique. Insidieusement, au lieu de la solidarité, le néocolonialisme a su implanter un climat de haine que nourrissent les États et les communautés. Emballée dans des actes de barbarie à répétition, l'Afrique s'expose comme terre où l'instrumentalisation de la terreur en vue d'une certaine légitimité fait son nid. Le génocide rwandais de 1994 reste interrogateur sur ses auteurs jusqu'en cette date. Comment deux groupes ethniques ont-ils pu se livrer à une guerre fratricide sans retenue ? Des pays du Nord étant aux manettes, l'origine de ces violences reste mal cernée. Étant les fournisseurs d'armes et de matériel de guerre aux groupes armés et terroristes, la complicité de ces États avec les rebelles est à présager (Lassarre, F. et al., 2016 ; Trémolières et al., 2020).

Le commentaire éditorial de *La Revue Africaine sur le Terrorisme* du Centre Africain d'Études et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT) peint un tableau assez sombre de la récurrence du terrorisme sur le sol africain pour la seule année 2020. Entre janvier et Novembre, 1878 attentats faisant 8211 mortssont enregistrés. La récurrence de ces actions est à questionner la récurrenceen même temps que la conscientisation collective est interpellée. Ces expressions de violences sapent les efforts de développement consentis par les autorités et les élites africaines. Ces manœuvres freinent, et mêmeétouffent des régions entières quand ils ne les maintiennent pas sous le contrôle et la protection de ses « anciens patrons ».Arrêter les guerres fratricides en instaurant un climat de fraternité reste la solution escomptée.



Figure 1. Image du slogan-thème « Silencing the guns ». Source : www.ua.int.

À travers son programme « *Silencing the guns by 2020* »(figure 1), l'Union Africaine travaille à faire « taire les armes à feu en 2020 ».Considérantl'horizon échu et le nombre de conflits armés en augmentation, il s'avère intéressant de questionner l'efficacité de la lutte contre le terrorisme par les instances de l'organisation panafricaine. Des années 1960 à la fin de 2020, soixante années plus tard, les pas semblent marquer sur place voire vers la reculade (Trémolières et al., 2020).Les moyens durables sont à convoquer surtout en prenant en considération les causes profondes et passeulement les autres pans parfois superficiels.

L'approche définitionnelle de l'indépendance éclaire le vent des contestations et des revendications ayant pris forme juste au lendemain de 1960, à la découverte des indépendances formelles, piégées (Batibonak, 2019 ; Borrel et al., 2021). Un État indépendant jouit de sa souveraineté pleine et entière, parce quetotalement libre. L'autonomie d'un pays sur le plan économique suppose que ce dernier élabore souverainement ses politiques de production, ainsi que le stipulait la Charte de l'Atlantique en 1941, idée reprise par la Résolution 1515 (XV) du 15 décembre 1960del'Assemblée générale des Nations Uniesqui a recommandé le respect du droit souverain de chaque État de disposer de ses richesses et de ses ressources naturelles, et plus tard, par la célèbre Résolution 1803 (XVII) du 14 décembre 1962 : «Souveraineté permanente sur les ressources naturelles». Pourtant, la rémanence de la tutélarisation est

prégnante et attestée (Batibonak et Batibonak, 2019). Les politiques en matière économique, infrastructurelle, culturelle, éducative de même que le choix de systèmes les systèmes et formes juridiques dépendent foncièrement de l'extérieur. Il est donc plus réaliste de se rendre compte d'un terrain de compétitivité ouvert. Le terrorisme s'y invite comme pour faciliter et accélérer le pillage des ressources, accroître le niveau de soumission aux civilisations étrangères, confortant une sorte de diagenèse de la ruine l'Afrique. Les coups d'État se sont enchaînés voire normalisés à en croire la triade des situations contemporaines : Tchad, Mali, Guinée. On assiste à une normalisation des installations des nouveaux régimes politiques par la violence, cautionnée par certaines anciennes puissances tutélaires.

L'historien Joseph Ki-Zerbo (2003) s'interrogeait déjà sur cet espace, berceau de l'humanité, des civilisations, des sciences et de toutes les richesses, qui pourtant continue de subir une instabilité sans pareille, sur le devenir du continent, souvent mal appréhendé par la communauté internationale. Relever le fait de l'instrumentalisation des conflits comme modus operandi des occidentaux peut être pointé comme un affront. L'étonnement de l'évêque brésilien Dom Helder Camara reste d'actualité. « Quand je donne à manger aux pauvres, ils disent que je suis un saint. Quand je demande pourquoi les pauvres sont pauvres, on dit que je suis un communiste ». Autrement dit, si nous nous apitoyons sur la situation des pays en guerre, nous serions traités de "sains". Mais si nous questionnons les soubassements de ces conflits, nous serions taxés de subversifs. Le nationalisme semble être en déphasage avec les plans de spoliation et de domination des forces extérieures. Que cachent ces actes de terreur sur l'ensemble du territoire africain et chaque fois avec la présence des forces occidentales en pyromanes et en sapeurs-pompiers prétendant éteindre le feu par eux allumé ?

« J'ai remarqué que dans les échanges entre les pays occidentaux et leurs homologues en Asie et au Moyen-Orient se résument à une compétition sur l'Afrique, dans certains cas... [Ils] se comportent comme si l'Afrique est à prendre... » (Olewe, 2020). Ces propos de Kenyatta Uhuru, Président de la République du Kenya lors d'une visite aux USA sous Donald Trump indiquent une Afrique comme champ compétitif où chaque conquérant, y compris la Chine, s'investit à s'arroger la plus grosse partie (Wagner, 2014). Le continent devient un article de boutique sollicité par tous. La typologie enregistre des revendications du pouvoir, de velléités sécessionnistes, des questions identitaires, des problèmes de frontières, et des réclamations de libération nationale.

En définitive, les indépendances des pays africains et l'apprentissage de l'exercice de la souveraineté ont abouti à une forme forme de deutéro-dépendance plurielle de ces territoires aux

forces exogènes (Batibonak, 2019). S'accrochant sur la coopération militaro-diplomatique tel qu'arrêté dans les différents accords de partenariat, les colons resurgissent sous une forme plus douce pour continuer l'œuvre de pillage amorcée au cours de la colonisation à travers une « stratégie de reconquête » (Borrel et al., 2021). Le terrorisme, les coups d'État, les luttes intercommunautaires formeront le quotidien des populations situées en zone de forte concentration minière et énergétique.

Cette partie avait pour objectif de mesurer la « stratégie d'annexion » adaptée par l'occident pour rester maître en Afrique suivant la stratégie pluridirectionnelle de la gouvernance par le chaos, dont les attentats du 11 septembre 2001 aux USA constitueront une forme d'officialisation à travers le monde.

III –Des premiers « terroristes » en Afrique après le 11 septembre 2001 à la contagion terroriste

Les attentats des deux tours jumelles (World Trade Center) et du Pentagone aux USA le 11 septembre 2001 ont ouvert une porte à des procédés nouveaux aujourd'hui employés par les acteurs du terrorisme mondial et surtout par le groupe dit Al Qaida. Cela survint après les attentats du 7 Août 1998 visant les Ambassades américaines à Nairobi et à Dar-Es-Salaam. La proximité d'une partie du continent africain avec le Moyen-Orient, ou encore le Nord, a déclenché des réformes au sein de l'administration Bush pour une meilleure surveillance (Schraeder et Crouzel, 2005). Dit autrement, l'Amérique a choisi de réduire sa dépendance au pétrole du Moyen-Orient au profit de l'Afrique, en anticipant sur la violence éventuelle en sorte de barrer la route à une implosion du terrorisme dans le continent au regard de sa diversité et de ses potentielles ressources énergétiques. Cette démarche géostratégique viserait à mettre sur pied une approche interventionniste sur le continent afin d'étouffer toute forme de menaces et s'assurer du niveau d'approvisionnement souhaité.

Dans cette ère de socialisation de la violence terroriste au lendemain du 11 septembre 2001, les USA, sont devenus l'hégémon, le pilier central de ce monde unipolaire. Selon les discours officiels, la bande à Oussama Ben Laden va se répandre dans les pays musulmans en commettant des actes et des attentats au bilan ahurissant. L'Afrique ne sera pas épargnée de ces atrocités. En 2002, c'est le Kenya (Mombassa) qui est frappé de plein fouet par les branches de Al-Qaida. De prime à bord, ces attentats, consécutifs de ceux des tours jumelles aux USA, furent interprétés comme anti-américains. Il convient de relever que l'alibi affiché est la contestation des factions en présence contre l'influence américaine dans le monde, pays assumant le rôle de

« gendarme du monde » cherchant à imposer son contrôle sur la manne pétrolière des États. Le terrorisme va servir d'appui pour tenter de renverser l'autre et de faire entendre la raison (Ntuda Ebode, 2010). Seulement, le rejet des positions américaines en Afrique servira à l'implantation des bases militaires occidentales dans les zones menacées par les rébellions à travers le continent.

Ainsi, pour chaque contingent, il s'agira de prétexter de la protection des ressortissants et des intérêts du pays. Malgré la multiplication des Missions onusiennes et des Commissions parfois mixtes, et après des luttes, le phénomène perdure non sans retarder les efforts de développement entrepris au sein des États. La multiplication des implantations des forces extérieures est inversement proportionnelle à leur succès sur le terrain. En effet, le terrorisme constitue « le recours illégitime à la violence contre des individus ou des biens afin de contraindre et intimider des États et des sociétés pour des revendications politiques exprimées la plupart du temps en termes sociaux, économiques ou religieux » (Cilliers, 2004). La percée diplomatique-militaire russe récente en Afrique occidentale et centrale confirme cette thèse. Or, par ces actes, la vie sociale étant liée, l'activité terroriste paralyse tout le système et conduit les populations dans un gouffre sans précédent, étant donné que les bastions djihadistes sont généralement implantés dans les zones à fort potentiel économique. Ce choix n'est donc pas fortuit. Il rentre dans des logiques organisationnelles et opérationnelles précises des groupes pour contraindre les pouvoirs en place à céder à leurs revendications. Il en est de même du choix des symboles forts, cibles des différents attentats, à l'instar du World Trade Center ou de l'hôtel Paradise de Mombasa au Kenya.

Le terrorisme actuel ne procède aucunement d'une improvisation de la tactique. Il est le produit d'un travail de laboratoire (Cilliers, 2004). Où préparent-ils ces actes ? Avec quels moyens supportent-ils les coûts de leur arsenal de guerre ? Le mode opératoire est changeant et laisse penser à une organisation cohérente et sophistiquée. Dans l'extrême Nord du Cameroun, en dehors des attentats, les tactiques asymétriques ont été employées pour essayer de dissuader les autorités et surtout réduire la capacité opérationnelle de l'armée régulière. Les modes opératoires sont connus : ciblage des éleveurs, enlèvements des personnes et exigence des rançons, attentats suicides, etc. Dans les pays où le terrorisme a domicilié ses bastions, l'ambition est moins de challenger l'armée ou d'arriver à la battre que d'y imposer son idéologie. De prime abord, les auteurs des exactions terroristes, ne disposant pas de ressources suffisantes pour faire face à une armée, font des zones à fort potentiel économique leurs cibles prioritaires. La stratégie de la déstabilisation de la zone vise à provoquer une sorte de crise

économique susceptible de perturber fortement le quotidien des populations au point de les pousser au soulèvement ou à une désobéissance civile.

La mobilisation devient tout azimut pour éradiquer le phénomène en Afrique. Le Mali connaît des fréquentations inhabituelles dans sa zone désertique avec entre autres, les rebelles Touaregs et les forces de l'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) qui envahissent l'Extrême-Nord du pays près des frontières algériennes. Les injonctions du Président malien de l'époque Aladj Toumani Touré n'ont pas empêché l'avancée du terrorisme en territoire malien. Suite à l'assassinat des otages britanniques par les rebelles, le gouvernement a choisi d'engager une « lutte sans merci » contre le terrorisme, avec l'aide française à travers notamment l'opération Serval, lancée en 2013 par le Président François Hollande. Cette opération qui a pour objectif de « casser les reins des terroristes » en vue de la protection des intérêts de la France au Mali. Avec les attentats contre les ambassades et les prises d'otages à répétition, la France a renforcé sa présence militaire en Afrique, en particulier au Niger.

Au Nord du Mali, quatre groupes s'imposent : l'AQMI, le Mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et Ansar Dine. Ils dictent la loi à coups de revendications politiques et économiques. Mais tous au départ ne sont pas des branches terroristes. Dans un esprit de perpétuation des exactions au profit de la « mère française », des accords sont conclus pour tenter de renverser le nationalisme au détriment des intérêts étrangers. À l'interrogation de nombreux observateurs sur la présence des forces françaises prétendument pour endiguer les interminables conflits en plein désert malien, seule l'exploitation de l'uranium et des autres ressources stratégiques du Nord malien semble une hypothèse pertinente. Autrement dit, faute d'armes ou chars de guerre conséquents, l'Afrique subit l'acharnement des forces occidentales en quête d'intérêts géoéconomiques et de positionnement géopolitique et géostratégique sur le continent. On se retrouve exactement dans une logique de redistribution des espaces, de recolonisation, dans un nouveau partage du continent (Aziz Ahmadou, 2021 ; Borrel et al., 2021).

Le printemps arabe a été l'un des moments forts de l'histoire de l'Afrique après les attentats du 11 septembre 2001. En effet, il s'agit d'une vague de contestation populaire que subirent les régimes de certains pays aux alentours de 2010 à l'instar de la Libye. Des forces loyalistes affrontent des contestataires, principaux alliés des chancelleries occidentales. Or, pour ces pays de l'Afrique du Nord (Libye, Algérie, Tunisie, Égypte), le pétrole est la principale ressource énergétique. En effet, 80% du pétrole libyen est exporté vers l'Europe. Ce qui laisse penser que ce pays est un partenaire de choix dans la zone de l'Union Européenne. Ce membre

de l'Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole (OPEP), avec le Nigeria, l'Angola et l'Algérie, produisent environ 1,5 et 1,8 million de barils par jour avec des réserves estimées à environ 43 milliards de barils (Cf. www.le-cartographe.net). Sous les coups du printemps arabe, la déstabilisation a eu comme effet collatéral la disparition de Mouammar Kadhafi, panafricaniste et farouche défenseur de l'Afrique sur la scène mondiale.

La zone soudano-sahélienne quant à elle est traversée par des rebellions armées Touaregs et autres groupes séparatistes favorisant un climat délétère, occasionnant un pillage à l'occidental des ressources de la zone par des missions dites humanitaires et/ou de maintien de la paix, de lutte contre le terrorisme dont la multiplication n'est pas adossée sur des obligations de résultat. Malgré les 07 missions de l'ONU en Afrique sur les 11 visant la paix dans le monde, ils'observe un champ de guerre en ébullition sur le terrain. Les mouvements séparatistes à travers le continent (guerre du Biafra au Nigéria, crise « anglophone » au Cameroun, guerres civiles en Centrafrique, Tigre en Ethiopie) perdurent sans raisons apparentes.

IV - Entre guerre énergétique continue et positionnement géostratégique permanent

« Les ressources naturelles du sous-sol peuvent, du fait de leur abondance, attiser des contrôles par la violence (coloniale, impérialiste, pillage) » (Hugon, 2009 : 63). Lorsqu'un pays est riche en pétrole, le risque de guerre civile est de 19,1 % contre 9,2% pour des pays peu ou pas dotés. Il existe une corrélation entre le potentiel en ressources naturelles et la fréquence des instabilités (Doyle et Sambanis, 2000 ; Reynal-Querol, 2002 ; Fearon et Laitin, 2003 ; Hugon, 2009). « Pour 138 pays entre 1960 et 1995, l'abondance en ressources naturelles est un des facteurs essentiels. Enfin, (...) les guerres civiles sont plus longues pour les pays dotés en ressources naturelles » (Hugon, 2009 : 70). Les multiples crises traversées par le continent africain suscitent un étonnement au regard des lieux ou des pays dont elles touchent. Pour la plus part, elles sont orientées vers les pays au potentiel énergétique incommensurable. Et les données ci-après (figures 2 et 3) sont assez éloquentes pour exemplifier la cartographie des violences armées.

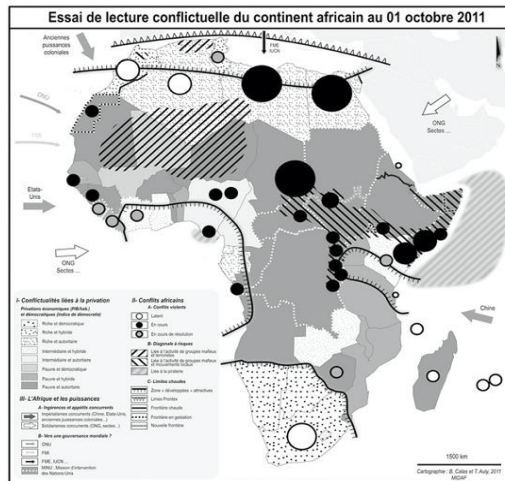
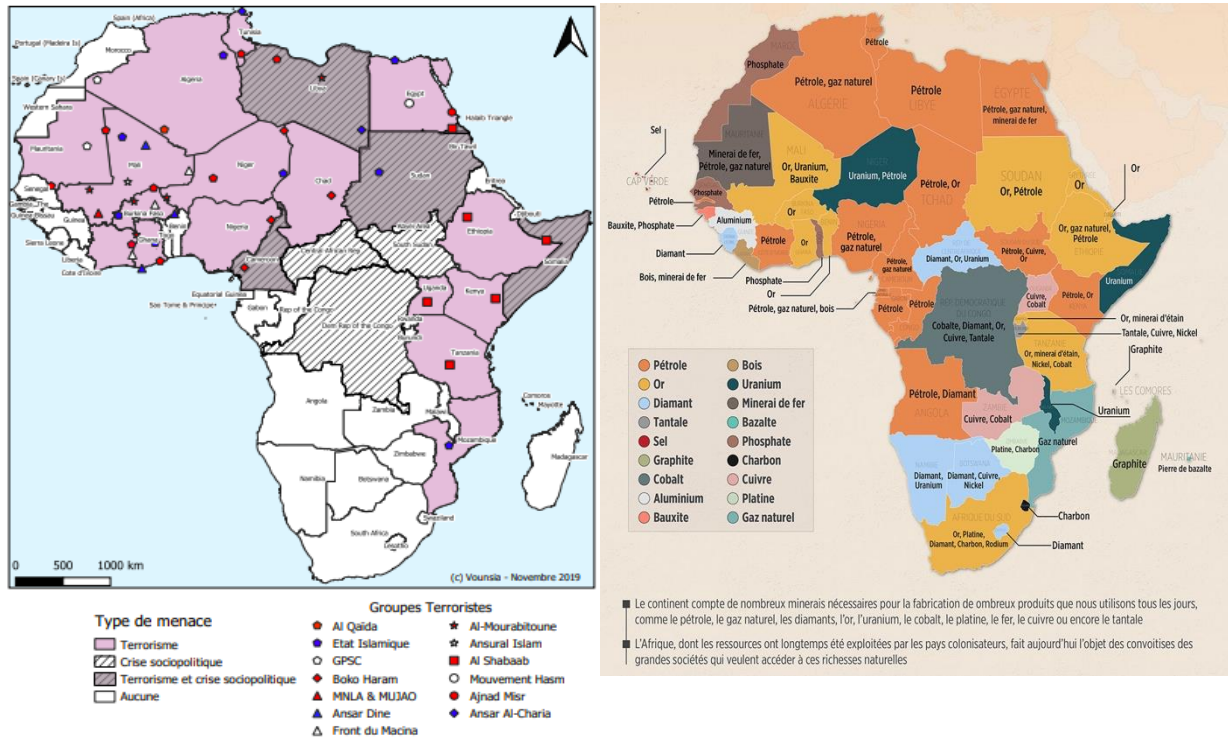


Figure 2. Zones conflictuelles en Afrique en 2011. Source : Calas, 2011.

Début	Lieux	Guerres/Conflits	Ressources en conflit
1975	Angola	Conflit du Cabinda	Pétrole, uranium, or, etc.
1982	Sénégal	Conflit en Casamance	Zircon, phosphate,
1987	R. D. du Congo, Soudan du Sud, Centrafrique	Insurrection de l'armée de Résistance du seigneur	Pétrole, or, uranium, diamant, phosphate, etc.
1995	Éthiopie	Insurrection dans l'Ogaden	Cuivre, or, zinc
	Éthiopie et Érythrée	Seconde insurrection de l'Afar	Gaz, pétrole, cuivre, or, zinc
1996	R. D. du Congo	Insurrection de	Coltan, pétrole, cuivre
1999	R. D. du Congo	Conflit d'Ituri	Or, pétrole
1991	Somalie	Guerre civile somalienne	Gypse, bauxite, cuivre, sel, gaz naturel
2003	Soudan	Guerre du Darfour	Pétrole
2003	Algérie, Mali, Niger, Mauritanie, Burkina Faso, Tchad	Guerre du Sahel	Pétrole
2004	Guerres civiles	Centrafrique	Diamant, pétrole, or, uranium
2004	Nigeria	Crise dans le delta du Niger	Pétrole, or, phosphate, uranium
2004	R. D. du Congo	Guerre du Kivu	Pétrole, or, coltan
2009	Nigeria, Cameroun, Tchad, Niger	Insurrection de Boko Haram	Pétrole
2011	Égypte	Insurrection du Sinaï	Pétrole
2011	Soudan	Conflit du Kordofan du Sud	Pétrole
2012	Mali	Guerre du Mali	Pétrole, or, gaz naturel
2015	Burundi	Crise burundaise	Pétrole,
2015	Burkina Faso	Insurrection djihadiste au Burkina Faso	Or, pétrole, bauxite, argent
2016	R. D. du Congo	Rébellion Kamwina Nsapu	Or, pétrole, coltan, uranium
2017	Mozambique	Insurrection djihadiste au Mozambique	Pétrole
2020	Tigré (Éthiopie)	Guerre du Tigré	Pétrole
2020	Soudan Éthiopie	Affrontement soudano-éthiopiens de 2020-2021	Pétrole

Figure 3 : Dates, lieux des conflits et ressources présentes dans la zone, objets de conflits.

À l'observation, entre 1975 et 1991, les foyers de violence concernent principalement l'Afrique de l'Ouest et de l'Est. De 2003 à 2009, l'Afrique Centrale est particulièrement secouée par les guerres. En 2011, la présence des tensions est visible au Maghreb, dans la Corne de l'Afrique, en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest. Généralement, ces actes permettent d'attirer l'attention des organisations internationales qui, essayeront de soumettre les États aux revendications de ces séparatistes. Les enjeux géopolitiques, géoéconomiques autour de ces tensions cachent mal les valeurs géostratégiques des ressources naturelles.



Figures 4 et 5 : Rapprochement des cartographies du terrorisme et des ressources principales en Afrique.
Sources : Vounsia, 2019 et <https://www.aa.com.tr/fr/info/infographie/6602>, 2017.

Le Golfe de Guinée constitue une zone d'attraction des économies internationales après la découverte des réserves de pétrole dans cet espace. C'est à juste titre que le plan énergétique des États Unis mettait déjà cette zone au centre de sa stratégie (Cheney et al., 2001). La zone pétrolifère de Bakassi, pour ne citer que celle-là, fait partie de ces points de fixation. Ainsi, cette zone à elle seule, constitue un point chaud avec environ 20 milliards de barils de pétrole (Hugon, 2009). Comme par coïncidence, cette zone connaît depuis cette découverte des heurts interminables. Les luttes intercommunautaires, les coups d'État (Mali, Guinée, Congo), les luttes sécessionnistes (Cameroun, Nigéria) se multiplient et questionnent les postures des partenaires économiquement développés des pays africains en guerre de positionnement et en reconquête de ce potentiel économique des pays jugés pauvres, mais cernés pour leurs richesses.

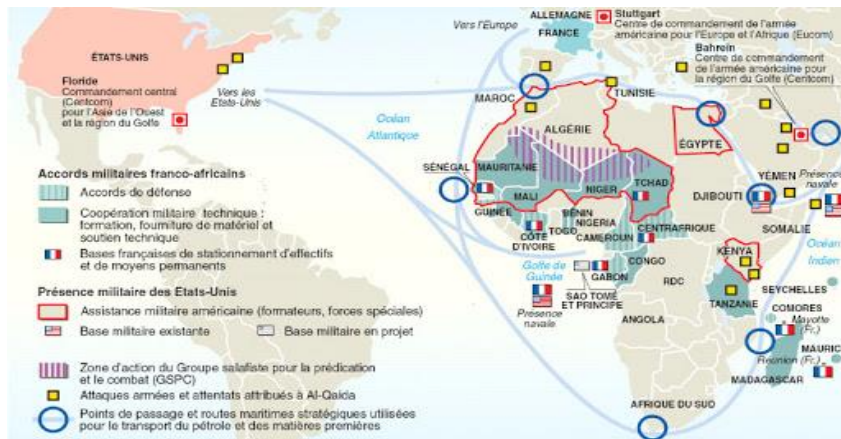


Figure 6 : L’Afrique cernée par les forces étrangères.Source : Air-defense.net

Des travaux de Global Witness(2003) essentiellement fondés sur « les affaires sous la guerre » remettent en question les guerres fratricides ou communautaires. Considérant les travaux de cette ONG sur l’Angola par exemple, les complicités entre les sociétés pétrolières et les banques internationales sont mises en évidence, et parfois avec au centre, l’argent du contribuable des pays du Nord. Les moments de guerre représentent des occasions de pillage des ressources du pays au détriment de la population qui continue à souffrir majoritairement.

L’histoire du monde est révélatrice de l’étroit lien entre le pétrole principalement, à côté des autres ressources, et les relations diplomatiques. Le prix du baril dans les années 70 a servi d’arme redoutée détenue par les pays du Golfe. Ce baril de pétrole ne se chiffre qu’en dollar quelque soit son lieu de production dans le globe (Nouschi, 2014). Cette illustration du contrôle de cette ressource est à appairer avec les conflits qui mettent l’Afrique dans une « stagnation durable » après plusieurs années d’indépendance.

Conclusion

La présente contribution avait pour objectif de montrer l’enjeu des ressources minières et énergétiques dans les stratégies de lutte contre le terrorisme et de relever la proximité cartographique de la géolocalisation des foyers de terrorismes et de la présence militaire extra-africaine sur le continent, à défaut d’une causalité, en raison de la multidimensionnalité des conflits (Pourtier, 2012). Dans notre démarche, il a été judicieux de rappeler que de nombreux actes de sabotage et de déstabilisation post-indépendances d’avant 2001, au demeurant terroristes, procédaient tout aussi du contrôle des ressources dans les pays jadis colonisés, même s’ils n’étaient pas encore analysés sous le concept terrorisme. Au total, il ressort que la présence étrangère, en l’occurrence française, revêt des noms différents sans différence d’objectifs.

L'analyse a révélé que le potentiel énergétique africain constitue un « problème » pour son émancipation. Cette situation paradoxale a conduit le continent à subir des affres d'une intensité incommensurable. Les pseudo-indépendances accordées à plusieurs des États africains autour des années 60 n'ont servi que le temps d'une célébration. Différentes conventions signées par des pays africains et relatives à la sécurité et à la défense du territoire ont favorisé une certaine deutérodépendance vis-à-vis de quelques grandes puissances (Batibonak, 2019) en quête d'espace géopolitique et en conquête d'espaces géoéconomiques précieux (Lafarge, 2005 ; Wagner, 2014). Cet exercice consistant à clamer une « indépendance complète » a permis de mettre en place des « indépendances formelles au service d'un impérialisme informel » (Borrel et al., 2021 : 16) à travers, entre autres, une françafrique en mue et en mutation permanentes. Face à toute opposition à la règle d'entrer et de sortir occidentale, tout nationalisme est appelé à mourir ou à subir une forme de rébellion. Bien plus que ces actes non spécifiques à la françafrique, les terrorismes ont pris une part importante dans la reconfiguration géopolitique de l'espace africain. Par conséquent, « les réalités géopolitiques de l'Afrique impactent et sont impactées par les ressources naturelles du continent » (Bassou, 2017 : 8).

Si l'Afrique n'est qu'une terre à exploiter, les mobiles d'aide au développement ou à la protection des populations risquent ne jamais aboutir à l'objectif escompté annoncé. Les présentes conclusions invitent les générations conscientes africaines à tenter de reconsidérer le récit qui leur est proposé de manière à envisager, faute d'une véritable exèrèse de cette présence militaire étrangère cancérigène, un changement dans la réponse africaine aux différents partenariats pluriels et multiscalaires proposés ou en cours d'implémentation. À l'orée du XXIème siècle, la géographie des conflits rime convenablement avec la présence des ressources énergétiques stratégiques. Ce contexte rend impérative une réaction appropriée de l'Union Africaine.

Recommandations

Il s'agissait de cartographier les zones de turbulence en Afrique en vue de cerner les raisons qui président à leur récurrence. Cette réflexion se fonde sur des indicateurs spatiaux de la violence comme marqueur des tensions majeures. Deux recommandations sont répertoriées en vue de contribuer aux solutions durables pour une Afrique sans conflits armés :

- Mise sur pied d'une Cellule de Veille et de Surveillance Géostratégique (Geowatch/Africa Geowatch) : Il s'agit d'ériger une cellule de veille en vue de détecter et de

cartographier les menaces et guerres en corrélation avec la présence des ressources énergétiques stratégiques. Étant donné que les vrais enjeux des tensions sont voilés, cette cellule pourrait répertorier tout nouveau conflit en lien avec les minerais ou détecter toutes les nouvelles tournures de conflit se développant sous le couvert des ressources minières. Cette structure aurait également pour mission de produire une cartographie annuelle des conflits en lien avec les ressources énergétiques stratégiques principales à savoir, le pétrole, le coltan et l'uranium. Elle pourrait en outre concevoir, en autonomie et/ou en liaison avec le CAERT, des programmes de sensibilisation et de vulgarisation de ses résultats. Ce travail ne manquerait pas de faire des propositions pour l'action.

- Création d'un Centre Africain d'Analyse et de Prospective (CAFAP) : Il serait créé par la Commission de l'UA, constituée des personnalités, des représentants des structures patriotes, nationalistes, africanistes et panafricanistes. Leur mandat consisterait à analyser les faits, anticiper sur les événements et concevoir une stratégie de mise à l'écart de toutes les troupes militaires étrangères jugées contreproductives pour les pays du continent. Cette structure ferait le bilan exhaustif des actions de pacification sur le continent par l'ONU, l'UA, et autres. Le double objectif sera d'auditer les initiatives de paix et de procéder à une modélisation susceptibles d'identifier les profils à ne jamais reproduire sur le continent, tout en exigeant ou en imposant des modèles compatibles à tous les niveaux. Les publications régulières de ce Centre ou co-publication en collaboration avec des structures proches, devraient être mises à la disposition des populations africaines dans le cadre de leur diffusion et vulgarisation à travers les médias nationaux et les réseaux sociaux.

Bibliographie indicative

- Antil, A. et Leboeuf, A., 2007, « Etats fragiles et terrorisme, un lien ambigu », *États et sociétés fragiles : Entre conflits, reconstruction et développement*, pp. 191-215.
- Aziz Ahmadou, A., 2021, « La Turquie en Afrique et la problématique de l'indépendance du continent dans un monde interdépendant : les cas du Soudan et de la Somalie », in *Revue Africaniste Inter-Disciplinaire*, n°19, Septembre 2021, pp. 21-36.
- Bassou, A., 2014, « La mer du Golfe de Guinée. Richesses, conflits et insécurité », *Paix et sécurité internationales, Revue maroco-espagnole de droit international et relations internationales*, 2, pp. 151-163.
- Bassou, A., 2017, « Ressources naturelles et réalités géopolitique en Afrique », *OCP Policy Brief*, n°17/19, pp. 1-10.

- Batibonak, P., 2019, *Indépendances inachevées en Afrique*. « Nous n'avons jamais été indépendants », Paris, L'Harmattan.
- Batibonak, S. et Batibonak, P., 2019, *Indépendances inachevées en Afrique. Rémanence de la tutélarisation*, Yaoundé, Éditions Monange.
- Bayart, J.-F., Hibou, B. et Boris, S., 2010, « L'Afrique « cent ans après les indépendances » : vers quel gouvernement politique ? », *Politique africaine*, 119, pp. 129-157.
- Borrel, T., Boukari Y. A., Collombat, B. et Deltombe, T., 2021, *L'empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la françafrique*, Paris, Éditions du Seuil.
- Brunel, S., 2003, *L'Afrique : un continent en réserve de développement*, Editions Bréal.
- Calas, B., 2011, « Introduction à une géographie des conflits... en Afrique », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 255, pp. 295-320.
- Calas, G., 2015, « Les ressources minérales, enjeu majeur du développement durable », Leçon inaugurale au Collège de France à Paris, le 22 janvier 2015, <https://books.openedition.org/cdf/4748?lang=fr>
- Cheney, D. and al., 2001, *Reliable, Affordable, and Environmentally Sound Energy for America's Future*, Report, Washington, National Energy Policy Development Group.
- Cilliers, J., « L'Afrique et le terrorisme », *Afrique contemporaine*, 1(209), pp. 81-100.
- Cormier-Salem, M.-C. et Tarik Dahou, 2009, « La politique des espaces maritimes en Afrique. Louvoyer entre local et global », *Politique Africaine*, 116), pp. 5-22.
- Global Witness, 2003, *Les affaires sous la guerre, Armes, pétrole et argent sale en Angola*, Marseille, Agone.
- Doyle, M. et Sambanis, N., 2000, « International peacebuilding : a theoretical and quantitative analysis », *American Political Science Review*, 94(4), p. 779-802.
- Dubuy, M., 2013, « La spécificité de la menace terroriste au Mali : quelles conséquences internationales ? », *Civitas Europa*, 2(31), pp. 35-57.
- Fearon, J. D. et Laitin, D. D., 2003, « Ethnicity insurgency and civil war », *American Political Science review*, 97(1), pp. 75-90.
- Ki-Zerbo, J., 2003, *A quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Editions d'en bas
- Lafargue, F., 2005, « États-Unis, Inde, Chine : rivalités pétrolières en Afrique », *Afrique contemporaine*, 4(216), pp. 43-56.
- Lasserre, F. et al., 2016, *Manuel de géopolitique. Enjeux de pouvoir sur des territoires*, Paris, Armand Colin.
- Lugan, B., 2013, *Les guerres d'Afrique : des origines à nos jours*, Editions du Rocher.

- Moda Dieng, Onguny, P. et Souaré I. K., 2019, *La lutte contre le terrorisme en Afrique : acte de bienveillance ou prétexte géostratégique ?*, Montréal, Les Presses de l'université de Montréal.
- Ndam Njoya, N., 2018, « Géostratégie : les grandes puissances encerclent l'Afrique. Pour son grand malheur ! », *Camerounvoice.com*, en ligne, publié le 4 juillet 2018, consulté le 14 Mars 2020.
- Nouschi, A., 2014, *Pétrole et les relations internationales depuis 1945*, Armand Colin
- Ntuda Ebode, J. V., 2010, *Terrorisme et piraterie : de nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique Centrale*, Yaoundé Presses Universitaires d'Afrique.
- Ogunsola, J. I., 1976, « Évolution du commerce clandestin entre le Dahomey et le Nigeria depuis la guerre du « Biafra », *La revue canadienne des études africaines*, 10(2), pp. 235-247.
- Olewe, D., 2020, "Comment les grandes puissances espèrent tirer profit de la nouvelle ruée vers l'Afrique ? », *www.BBC.com*, consulté le 27 Septembre 2021.
- Pison, G., 1989, « Le Sida en Afrique. Aspects sociaux et perspectives démographiques », *Journal des africanistes*, 59(1), pp.239-244.
- Pourtier, R., 2012, « Ressources naturelles et conflits en Afrique subsaharienne (Natural resources and conflicts in Sub-Saharan Africa) », in *Bulletin de l'Association de géographes français*, 89e année, 1, Risques et conflits, pp. 34-53.
- Reynal-Querol, M., 2002, « Ethnicity, political systems and civil war », *Journal of Conflict Resolution*, 46(1), pp. 29-54.
- Robert, M., 2005, « Ministre de l'Afrique, compte rendu », *Politique étrangère*, 1(70), pp. 202-203.
- Schraeder, P. J. et Crouzel, I., 2005, « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique », *Politique africaine*, 2(98), pp. 42-62.
- Trémolières, M. et al., 2020, *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Paris, OCDE.
- Wagner, J., 2014, *Chine - Afrique : le grand pillage. Rêve chinois, cauchemar africain ?*, Paris, Eyrolles.

